

**MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES 2024-PI-07
ETUDE d'OPPORTUNITE POUR LA MISE EN PLACE D'UN POLE
d'EXCELLENCE EN MATIERE DE MACHINISME AGRICOLE**

RETOUR DES OFFRES POUR LE LUNDI 27 MAI 2024 à 12h00

Profil acheteur : <https://marchespublics596280.fr/>

Questions à poser via ce profil acheteur

Code CPV : 79311000-7 Services d'études

PROCEDURE ADAPTEE (articles L2123-1 et R2131-12 du Code de la commande publique)

Article 1 - CONTRACTANTS

Entre **le maître d'ouvrage**
Communauté de Communes des 7 vallées
Représentée par **Monsieur le Président**

D'une part,

Et **le Bureau d'études**

Dénomination : _____

Adresse : _____

SIRET : _____

Téléphone : _____

Mail : _____

Représenté par _____

D'autre part,

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - CONTRACTANTS.....	1
ARTICLE 2 – OBJET DE LA MISSION	3
2.1 PRESENTATION DU TERRITOIRE ET CONTEXTE.....	3
2.2 BESOINS.....	5
2.2.1 Objectifs et contenu de la mission.....	5
2.2.2 Livrables	6
2.2.3 Pilotage et réunions.....	6
2.3 COMPETENCES REQUISES	7
ARTICLE 3 – DUREE DE LA MISSION.....	7
ARTICLE 4 - PERSONNES RESSOURCES	7
ARTICLE 5 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	7
ARTICLE 6 – RESPONSABILITE ET ASSURANCE.....	7
ARTICLE 7 – RESILIATION.....	8
ARTICLE 8 – PRIX, MODALITES DE REGLEMENT ET DELAI DE PAIEMENT	8
8.1 PRIX	8
8.2 MODALITES DE REGLEMENT	8
8.3 DELAIS DE PAIEMENT.....	8
ARTICLE 9 – PENALITES.....	8
ARTICLE 10 – COORDONNEES BANCAIRES.....	8
ARTICLE 11 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION : PIECES DE CANDIDATURE/ D'OFFRE ET CRITERES DE SELECTION.....	9
11.1 PIECES DE CANDIDATURE.....	9
11.2 PIECES DE L'OFFRE	10
11.3 CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES	10
11.4 CRITERES D'ANALYSE DES OFFRES	10
ARTICLE 12 - DECLARATION SANS SUITE DE LA PROCEDURE.....	10
ARTICLE 13 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	10
13.1 OPTIONS, VARIANTES ET TRANCHES	10
13.2 NEGOCIATION.....	11
13.3 DOCUMENTS GENERAUX (CCAG-PI).....	11
13.4 SOUS-TRAITANCE – CO-TRAITANCE.....	11
13.5 MODIFICATION DE LA CONSULTATION.....	11
13.6 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES (RGPD).....	11
13.6.1 Données personnelles du candidat.....	11
13.6.2 Données personnelles recueillies par le titulaire dans le cadre de sa mission.....	12
ARTICLE 14 - COUT DE LA MISSION.....	12
ARTICLE 15 – ENGAGEMENT.....	13

Article 2 – OBJET DE LA MISSION

La Communauté de communes des 7 Vallées souhaite étudier l'opportunité de mettre en place un pôle d'excellence en matière de machinisme agricole ; cette filière étant particulièrement représentée sur le territoire.

La mission consiste notamment à échanger avec les acteurs de la filière et repérer leurs besoins, en vue d'envisager la création d'un pôle/cluster d'entreprises.

2.1 PRESENTATION DU TERRITOIRE ET CONTEXTE

Au 1er janvier 2014, la Communauté de Communes de l'Hesdinois a fusionné avec la Communauté de Communes Canche-Ternoise et la Communauté de Communes Canche-Val d'Authie, entraînant la création d'un nouvel EPCI, la Communauté de Communes des 7 Vallées (CC7V). Elle comporte 69 communes et compte environ 30 000 habitants.

La CC7V se situe au sud-ouest du département du Pas-de-Calais, à proximité de la Côte d'Opale. Elle appartient à l'arrondissement de Montreuil sur mer. C'est l'arrière-pays du Littoral traversé par deux rivières : « la Canche » et « l'Authie » qui forme une frontière naturelle avec le département de la Somme. A l'est, le territoire est à proximité du Bassin Minier (Bruay, Béthune) et de l'Arrageois. C'est une campagne vallonnée, entrecoupée de cours d'eau, une terre d'élevage parsemée de villages à l'habitat traditionnel préservé.

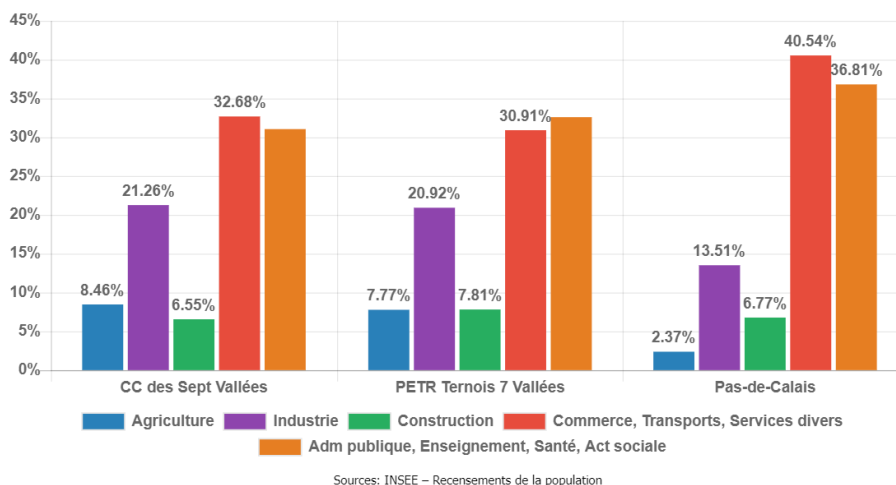
Le territoire se situe à environ 2h de route de Lille – Bruxelles – Amiens. Deux voies autoroutières, l'A16 et l'A26 passent à proximité du territoire sans le desservir directement. La desserte se fait par la RD939 qui traverse le territoire d'est en ouest et permet de rejoindre Arras et Montreuil et également par la RD928 (axe Saint-Omer – Abbeville) du nord au sud. Malgré une accessibilité routière limitée, le territoire reste proche en distance-temps de plusieurs grandes métropoles ou de villes touristiques attractives comme Le Touquet.

Le territoire est essentiellement constitué de petites communes (seules 7 comptent plus de 1000 habitants), avec un maillage relativement équilibré de bourgs centres constituant des pôles de services intermédiaires : Hesdin et ses communes alentours, Beaurainville, Campagne les Hesdin, Auchy les Hesdin, Blangy sur Ternoise et Fillièvres.

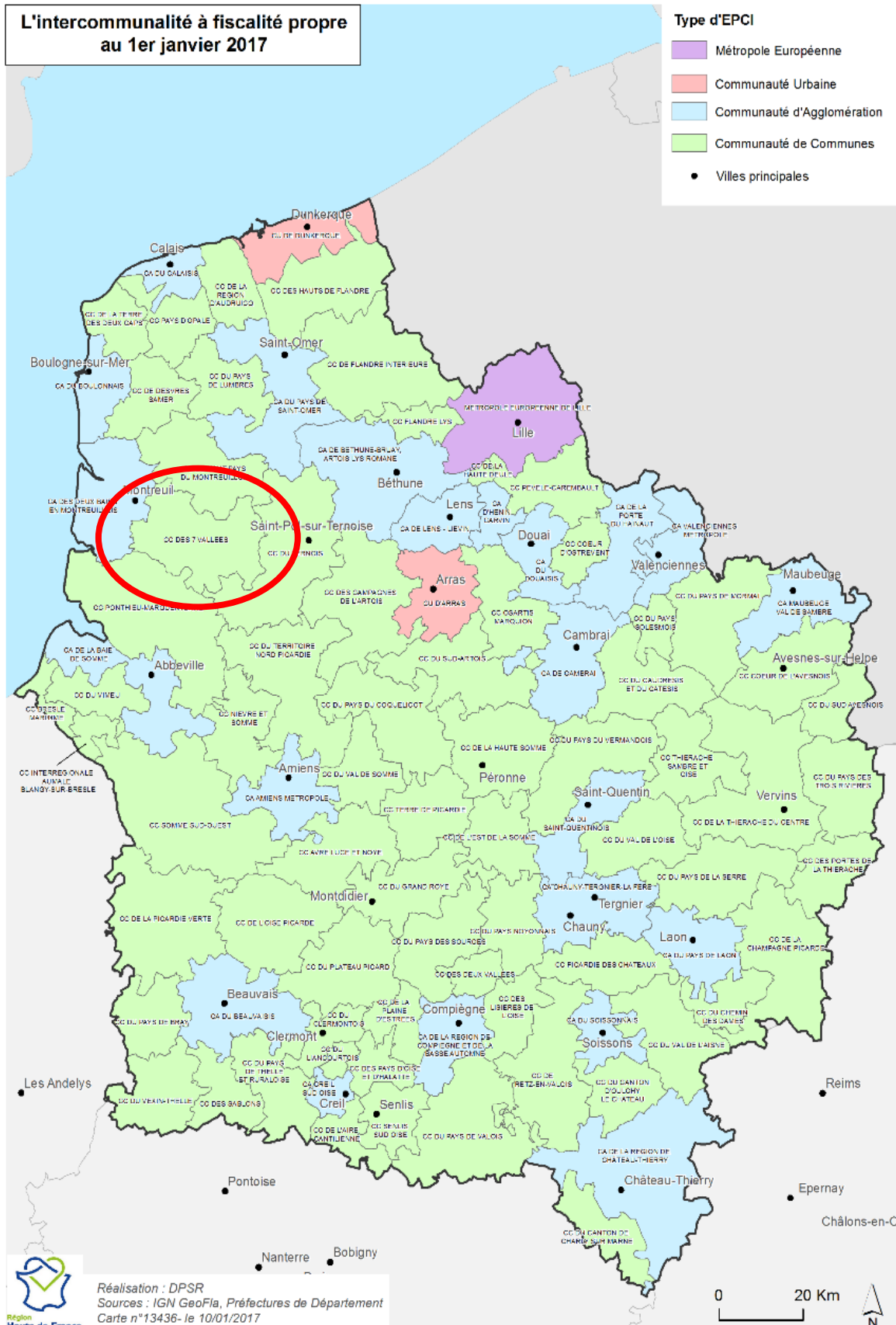
L'ensemble de la Communauté de communes des 7 Vallées est reconnue comme Zone de Revitalisation Rurale par l'Etat depuis 2017.

En matière économique, l'agriculture est une activité encore très présente, ainsi que l'industrie.

Répartition des emplois :



L'intercommunalité à fiscalité propre au 1er janvier 2017



Carte 1 : Situation de la CC7V a sein de la Région Hauts-de-France

Le territoire se caractérise également par une forte densité artisanale (186 artisans pour 10 000 hab).

Principales entreprises industrielles :

Industrie BTP :

- DYKA Ste Austreberthe - 220 salariés - fabrication de tubes/tuyaux plastiques
- TERNOIS Fermetures et Ternois Pose à Le Parcq - 175 salariés - fabrication de menuiseries

Agroalimentaire :

- NESTLE PURINA à Marconnelle - 300 salariés - fabrication de croquettes chiens et chats
- EUROVANILLE à Gouy St André - 100 salariés - transformation et conditionnement de vanille
- FAUCONNIER à Hesdin - 63 salariés - conditionnement d'alcool

Machinisme agricole :

- HARDI EVRARD à Beaurainville - 160 salariés - fabrication de pulvérisateurs agricoles
- LA CAMPAGNE à Campagne les Hesdin - 80 salariés - fabrication de bennes agricoles
- AMBS à Buire le Sec - 70 salariés - fabrication de remorques et bâtiments agricoles

Le territoire est à dominante agricole et présente une importante part d'activités qui y sont liées comme l'agroalimentaire et le machinisme agricole.

Les entreprises artisanales et industrielles liées au machinisme agricole sont très présentes sur la partie ouest de la Communauté de communes (Campagne les Hesdin, Beaurainville, Buire le sec), zone de grandes cultures.

Les activités y sont diverses : construction de matériels agricoles (pulvérisateurs, bennes, plateaux...), construction de bâtiments agricoles, concessionnaires, avec des artisans sous-traitants ferronniers, soudeurs, mécaniciens...

Avoir autant d'entreprises de la même filière sur un territoire mérite une analyse et la construction d'ambitions communes.

Cette ambition est reprise dans le projet de territoire validé en 2021 par les élus communautaires, en orientation 1.1 : « Pérenniser les activités en place sur le territoire, dans différents secteurs d'activités (agriculture, commerce, artisanat, etc.) », en :

- accompagnant l'ensemble des filières économiques existantes dans leur développement, afin de maintenir sur le territoire un tissu d'activités diversifié ;
- en favorisant la mise en réseau des entreprises

2.2 BESOINS

2.2.1 Objectifs et contenu de la mission

Il est attendu du prestataire de :

- réaliser une cartographie des acteurs de la filière « machinisme agricole »
- aller à la rencontre des entreprises de la filière
- recenser leurs besoins
- faire du benchmark, notamment sur le Beauvaisis, et analyser les retombées des dynamiques de l'Oise sur notre territoire
- mettre en réseau les entreprises
- construire des dynamiques communes : les faire travailler ensemble, attirer de nouveaux sous-traitants, faciliter les recrutements, travailler sur l'attractivité des métiers, organiser des portes ouvertes, monter des actions de formation, innover, réduire les coûts, acquérir de nouveaux marchés...

- analyser l'opportunité de mettre en place un pôle d'excellence/cluster/réseau spécifique pour cette filière
- proposer des pistes d'organisation pour ce pôle : portage, mise en œuvre, animation, thématiques à traiter...

2.2.2 Livrables

Le candidat devra dans sa réponse préciser l'ensemble des éléments qui constitueront le rendu. A minima, la mission prévoit la remise de :

- la cartographie des acteurs, avec localisation SIG
- une fiche de présentation de chaque entreprise de la filière (coordonnées des dirigeants, activités, chiffres clés, besoins...)
- les supports diaporama pour chaque réunion collective avec les entreprises
- les supports diaporama pour chaque réunion Cotech/Copil (transmission en version informatique, Powerpoint) ;
- un retour sur le benchmark : une fiche de présentation et d'analyse par cluster / pôle d'excellence / réseau de même type, déjà existant ailleurs en France ou Europe
- un rapport final compilant toutes les données et analysant les opportunités et proposant des montages et une mise en œuvre opérationnelle

2.2.3 Pilotage et réunions

La mission est pilotée par le pôle Développement et Aménagement du Territoire de la CC7V.

Au cours de la mission, deux comités assureront le suivi de l'étude :

• Un Comité Technique

Il rassemblera les services de la CC7V ; les référents techniques des partenaires consulaires (Chambre d'agriculture, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre de Métiers et de l'Artisanat) ; le Conseil Régional, co-financeur de l'étude au titre de « l'appel à projet régional 2023 de soutien aux initiatives territoriales en matière de développement économique ».

Ce comité technique se réunira à chaque étape clé, au minimum 3 fois :

- Il se réunira au lancement de la mission pour préciser la méthodologie et le calendrier d'intervention.
- En cours d'étude, pour faire le point sur les 1ers échanges avec les entreprises de la filière et présenter une analyse benchmark
- En fin d'étude, pour analyser l'opportunité et faire des préconisations de mise en œuvre opérationnelle

Ce comité technique pourra être élargi à d'autres partenaires.

Des points d'étape intermédiaires seront organisés en tant que de besoin avec les services de la CC7V (points téléphoniques ou visioconférence).

Le bureau d'étude peut proposer dans son offre d'autres partenaires et acteurs à associer afin de contribuer à la concertation.

• Un Comité de Pilotage

Il rassemblera la commission développement économique de la CC7V et l'ensemble des partenaires du projet.

Il sera chargé de suivre les travaux et de valider chaque étape.

Le COPIL pourra être élargi à l'ensemble des partenaires et acteurs jugés nécessaires à l'exécution de l'étude.

Il se réunira au moins 2 fois (en milieu et en fin de mission).

Le Bureau d'études :

- établit et propose l'ordre du jour des réunions ainsi que les courriers d'invitation en concertation avec les techniciens de l'EPCI ;
- transmet préalablement, au minimum 10 jours avant, le contenu des documents soumis à l'examen ainsi que l'ordre du jour. À chaque document, correspond une version reproductible et une version électronique modifiable qui doivent être envoyés au maître d'ouvrage.
- prépare les réunions et les supports écrits et cartographiques nécessaires ;
- anime les réunions de travail (COPIL, COTECH, réunions avec les entreprises...) ;
- rédige les comptes rendus des réunions

Le candidat s'engage sur un nombre de réunions qu'il estime opportun pour mener à bien les études. Si le nombre de réunions était amené à évoluer à la hausse, à la demande de l'acheteur, elles seraient facturées au tarif unitaire indiqué à l'article 14.2.

2.3 COMPETENCES REQUISES

Les compétences recherchées pour le recrutement du prestataire sont :

- animation de réunion
- concertation avec les entreprises et leurs dirigeants
- conduite d'entretiens et enquêtes terrains avec les dirigeants d'entreprises
- connaissance du monde économique
- mise en œuvre d'actions collectives
- sensibilisation à l'intérêt des réseaux d'entreprises
- pilotage et gouvernance de réseaux d'entreprises et/ou pôles d'excellence
- reporting auprès du comité technique et des services de la CC7V et auprès des élus communautaires

Article 3 – DUREE DE LA MISSION

Le marché est fixé pour un délai maximum de 9 mois à compter de sa notification.

Le bureau d'études devra proposer un calendrier détaillé déclinant les grandes étapes de l'étude.

Article 4 - PERSONNES RESSOURCES

Pour la collectivité, la personne ressource sur ce projet est la responsable du pôle Développement et Aménagement du Territoire.

Le bureau d'étude devra également nommer une équipe projet ou un chef de projet unique qui suivra le dossier à chacune des étapes et sera l'interlocuteur privilégié de la collectivité.

Article 5 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaires, à compter de la date limite de remise des offres.

Article 6 – RESPONSABILITE ET ASSURANCE

Le prestataire déclare qu'il est couvert par un contrat d'assurance « Responsabilité civile professionnelle », couvrant les dommages dont il pourrait se rendre responsable au cours de sa mission (copie du contrat avec nom de la compagnie et numéro de contrat à fournir).

Article 7 – RESILIATION

Le maître d'ouvrage pourra décider, à tout moment, d'interrompre la mission en cours, notamment en cas de manquement du prestataire sur l'exercice de sa mission.

La rémunération sera effectuée sur la base des éléments réalisés à la date d'interruption de la mission (derniers justificatifs produits par le bureau d'études).

Le titulaire de la mission ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de résiliation.

Article 8 – PRIX, MODALITES DE REGLEMENT ET DELAI DE PAIEMENT

8.1 Prix

Les prix seront précisés à la fois en euros H.T. et en euros T.T.C.

Par dérogation à l'article 10 du CCAG PI, les prix sont réputés fermes, non actualisables et non révisables.

Les prix tiennent compte de toutes les prescriptions, garanties, sujétions et obligations résultant du présent contrat (notamment frais généraux, transports, personnel, activités, restauration, hébergement...) Ils comprennent toutes les taxes fiscales, parafiscales et autres frappant la prestation.

Aucun frais complémentaire relatif à la mission ne sera facturé en supplément.

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites au présent contrat.

8.2 Modalités de règlement

Les règlements des éléments de mission s'effectueront sur présentation de demandes de paiement, proportionnellement à l'avancement de l'exécution des prestations.

8.3 Délais de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Article 9 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, en cas de retard non justifié dans l'exécution de la mission, au regard du planning proposé et validé par la collectivité, retard dû à une défaillance du titulaire, il lui sera appliqué une pénalité forfaitaire journalière de 100 euros.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'ouvrage.

Les pénalités seront applicables sur l'envoi d'un simple courrier ou courriel de la communauté de communes précisant l'incident.

Elles seront automatiquement déduites par le titulaire à la prochaine facturation.

Article 10 – COORDONNEES BANCAIRES

Insérer ci-dessous un exemplaire du RIB (qui sera joint aux pièces de marché)

Le recopiage étant source d'erreurs fréquentes, il n'est pas conseillé.

Article 11 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION: PIÈCES DE CANDIDATURE/ D'OFFRE ET CRITERES DE SELECTION

En signant ce contrat, le prestataire s'engage sur tous les articles le composant, sans réserve.

Le retour des offres est fixé en première page du contrat. Il se fera uniquement sur la plateforme de dématérialisation <https://marchespublics596280.fr/>

Le prestataire joindra à ce contrat les pièces suivantes :

11.1 Pièces de candidature

- ✓ Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique,
- ✓ Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellé	Signature du document ?
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-14 et R2142-1 à R2142-27 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés	NON

- ✓ Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellé	Signature du document ?
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	NON

- ✓ Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellé	Signature du document ?
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	NON
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	NON

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME), ce document simplifié se substituant aux DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Pour plus d'informations sur le e-DUME, vous pouvez consulter le site suivant : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Si l'acheteur constate que des pièces ou informations réclamées au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander aux candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 6 jours.

11.2 Pièces de l'offre

Le présent Cahier des Charges , pièce contractuelle	Signature souhaitée à la remise de l'offre Non obligatoire
La note méthodologique du candidat , qui devra répondre aux exigences du présent cahier des charges Elle présentera les moyens et l'organisation déployés pour la réalisation de cette étude et comprendra un planning détaillé de la mission. Elle définira également le rôle, les missions, les compétences et les références du prestataire sur des projets similaires ainsi que de la personne désignée pour suivre le dossier.	NON
Une Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)	NON
Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB)	NON

11.3 Critères de sélection des candidatures

En application de l'article R.2144-3 du Code de la Commande Publique, la candidature de l'attributaire pressenti sera examinée à partir des renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer sa situation juridique ainsi que ses capacités professionnelles, techniques et financières.

11.4 Critères d'analyse des offres

Critères et sous-critères	Pondération
1- Critère Prix	40 points
2- Critère Technique Critère évalué sur la note méthodologique présentant : <ul style="list-style-type: none">- les moyens et l'organisation déployés pour la réalisation de l'étude- un planning détaillé de la mission- le rôle, les missions, les compétences et les références du prestataire sur des projets similaires- la personne désignée pour suivre le dossier	60 points

Article 12 - DECLARATION SANS SUITE DE LA PROCEDURE

Conformément à l'article R.2185-1 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de déclarer sans suite la procédure à tout moment pour des motifs d'intérêt général, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnité.

Article 13 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

13.1 OPTIONS, VARIANTES ET TRANCHES

Consultation sans option, sans variante et sans tranche.

13.2 NEGOCIATION

L'acheteur pourra, à l'issue de l'analyse des offres, décider de négocier avec les candidats, par voie électronique.

Pour les candidats qui décident de ne pas participer à la négociation alors qu'ils y étaient invités ou qui décident de ne pas modifier leur offre, le jugement et le classement final de leur offre sera effectué sur la base de leur offre initialement remise (avant négociation).

A l'issue des négociations, l'acheteur établira un classement final selon les critères de jugement des offres définis ci-dessus et choisira l'offre économiquement la plus avantageuse.

Il pourra également décider d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

13.3 DOCUMENTS GENERAUX (CCAG-PI)

Sauf dérogations inscrites au présent document, les prestations font référence au CCAG-PI, conformément à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles.

13.4 SOUS-TRAITANCE – CO-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitant(s) par le maître d'ouvrage et de son agrément quant aux conditions de paiement de chaque sous-traitant.

En cas de co-traitance ou de sous-traitance, le candidat détaillera les projets similaires qu'il a mené avec les co-traitants ou sous-traitants proposés.

13.5 MODIFICATION DE LA CONSULTATION

Les questions devront parvenir à la Communauté de Communes 10 jours au plus tard avant la date limite de remise des offres. Une réponse sera alors adressée au plus tard 6 jours avant la date limite fixée, à tous les candidats qui ont retiré un dossier après s'être identifié (le retrait anonyme de DCE ne permet pas l'information en cas de modification ou de transmission de pièce complémentaire...)

De même, l'acheteur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet

13.6 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES (RGPD)

13.6.1 Données personnelles du candidat

Dans le cadre de la présente consultation, veuillez noter que les données personnelles que vous communiquez sont uniquement utilisées par nos services « Commande publique » et « Comptabilité », dans le cadre du présent contrat.

La collectivité a l'obligation légale de traiter ces données dans le cadre de la gestion des marchés publics (articles L.2196-2 et L.3131-1/2 du code de la commande publique).

En cas d'attribution du marché, elles sont conservées durant 10 ans, à défaut 5 ans.

Conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez des droits d'accès, de rectification, d'effacement de vos données ou encore de limitation de leurs traitements. Vous pouvez également vous opposer au traitement des données vous concernant en raison d'un motif légitime.

Si vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Pour exercer vos droits, remplissez le formulaire en ligne accessible à l'adresse suivante : <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/7valleescc>

13.6.2 Données personnelles recueillies par le titulaire dans le cadre de sa mission

Engagé dans un processus de mise en conformité, la Communauté de communes des 7 Vallées s'assure que ses prestataires respectent le Règlement Général européen sur la Protection des Données (RGPD), en leur qualité de « sous-traitant », voire de « co-responsable de traitement » au regard des données confiées.

Notre Déléguée à la Protection des Données, du Centre de gestion du Pas-de-Calais CDG62 - Service UNI - dpomutu@cdg62.fr et notre référente interne (joignable à l'adresse marchespublics@7vallees.fr), se tiennent à votre disposition pour toute information complémentaire.

Article 14 - COUT DE LA MISSION

14.1 DECOMPOSITION CHIFFREE DE LA MISSION

Les éléments de mission pourront être redéfinis et précisés par le candidat dans le tableau ci-dessous.

Ils seront détaillés dans une Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) jointe au présent contrat.

<i>Éléments de mission</i>	<i>Montant forfaitaire HT</i>
1- Cartographie des acteurs	€HT
2- Analyse des besoins, benchmark	€HT
3- Mise en réseau et construction des dynamiques	€HT
4- Propositions d'organisation du pôle d'excellence	€HT
TOTAL GENERAL HT	€HT

14.2 COUT HORAIRE HT D'UNE REUNION SUPPLEMENTAIRE

Coût horaire hors taxe d'une réunion supplémentaire, non prévue dans la mission de base, tous frais compris (logistiques, hébergement, transport...)	€HT
--	-----

Article 15 – ENGAGEMENT

Fait à _____

Le _____

Madame / Monsieur (Rayer la mention inutile) _____

Cachet et signature

Offre acceptée pour engagement,

Fait à Beaurainville

Le

Le Président
Communauté de Communes des 7 Vallées
M. Matthieu DEMONCHEAUX